

## **PPL tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien**

Sénat – Mercredi 4 mai 2011

---

Monsieur le président,

Monsieur le président de la commission des lois et rapporteur, Jean-Jacques Hyest,  
Mesdames, Messieurs les sénateurs,

Vous êtes appelés à vous prononcer sur la proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien déposée sur le bureau du Sénat par Monsieur le sénateur Serge Lagache, et 30 membres du groupe socialiste.

Cette proposition de loi vise à inscrire, dans la loi du 29 janvier 2001 relatif à la reconnaissance du génocide arménien, une nouvelle infraction pour contestation de l'existence de ce génocide. Le texte prévoit de punir « *des peines prévues à l'article 24 bis de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, ceux qui auront contesté (...) l'existence du génocide arménien* ».

Bien évidemment, on ne peut que comprendre les motivations profondes des auteurs de la proposition de loi et les attentes de la communauté arménienne, car les souffrances subies par le peuple arménien en 1915 sont immenses – les historiens évaluent entre 800 000 et 1 250 000 le nombre d'arméniens morts dans ce génocide. Le législateur français, et j'ai d'ailleurs moi-même voté ce texte, a reconnu « publiquement », par la loi du 29 janvier 2001, l'existence de ce génocide. Quoique l'on puisse penser des « lois mémorielles », en adoptant cette législation, la France a accompli un acte solennel fort, consciente de l'importance du souvenir, et de l'importance d'honorer la mémoire des arméniens.

Notre droit réprime la contestation des crimes contre l'humanité commis pendant la seconde guerre mondiale, qui ont été judiciairement constatés par une juridiction française ou internationale, donc à la suite d'un débat judiciaire contradictoire respectueux des droits de la défense. L'article 24 bis de la loi du 29 juillet 1881, issu de la loi Gayssot du 13 juillet 1990, qui sanctionne la négation de la Shoah, n'est donc pas applicable à la contestation du génocide arménien : il est indéniable que

toute plainte de cette nature déposée sur le fondement de la loi Gayssot ne pourrait pas prospérer.

En revanche, et je tiens à le souligner dès à présent, d'autres qualifications pénales sont susceptibles de fonder la poursuite de tels propos. Le négationnisme relève le plus souvent d'une logique de provocation publique à la discrimination, à la haine ou à la violence raciale, nationale ou religieuse. De tels agissements sont systématiquement poursuivis par le ministère public.

**La question est de savoir si l'adoption de ce texte apportera une meilleure protection de la communauté arménienne. La réponse est loin d'être évidente.**

D'abord, ce texte pénal ne permettrait pas de poursuivre un Etat souverain pour la négation du génocide arménien. Si tel est l'objectif recherché par les descendants des victimes, il ne sera pas atteint. *J'hésite : je trouve cette phrase un peu agressive pour tout le monde (Turquie, Arméniens auxquels on prête des intentions...).*

Ensuite et surtout, en tant que ministre de la justice et des libertés, il est de ma responsabilité de vous dire que ce texte répressif n'apparaît pas conforme aux normes juridiques supérieures internes et internationales. Je pense que le Parlement français ne doit pas se mettre en situation d'offrir une victoire aux négationnistes, qui obtiendraient la censure du texte grâce à une question prioritaire de constitutionnalité ou un recours mettant en cause sa conventionnalité.

Le dispositif retenu par la proposition de loi pose d'importantes difficultés au regard des principes fondamentaux de notre droit.

La proposition de loi qui vous est soumise me paraît effectivement se heurter à deux grands principes :

- En premier lieu, **le principe de légalité des délits et des peines**, consacré par l'article 8 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Ce principe emporte **obligation pour le législateur de définir les incriminations en termes suffisamment clairs et précis pour exclure l'arbitraire**. Le conseil constitutionnel l'a expressément indiqué dans sa décision du 20 janvier 1981.

La présente proposition de loi ne repose sur aucune définition précise des faits constitutifs du génocide, qui seraient inscrits dans une convention internationale ou établis par une décision définitive rendue par une juridiction internationale.

Adosser la sanction pénale à la reconnaissance par la loi du 29 janvier 2001 du génocide ne me paraît pas être suffisant : comme je l'ai dit, cette loi a une vertu mémorielle incontestable. Toutefois comme l'a souligné la doctrine juridique, en particulier le doyen Georges Vedel, sa portée normative semble plus incertaine.

Je souligne à cet égard que par un arrêt du 7 mai 2010, la Cour de cassation a refusé de transmettre une question prioritaire de constitutionnalité portant sur l'article 24 bis de la loi du 29 juillet 1881 aux motifs qu'y est définie de façon claire et précise l'infraction de contestation de l'existence d'un ou plusieurs crimes contre l'humanité établis dans des textes internationaux.

Elle ne pourrait très vraisemblablement pas tenir le même raisonnement si elle était saisie d'une question prioritaire de constitutionnalité portant sur la conformité du texte qui vous est soumis au principe de légalité des délits et des peines. **Le risque d'une censure constitutionnelle serait alors très élevé.**

- En second lieu, **la liberté d'expression**, protégée par les articles 11 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen et 10 de la Convention européenne des droits de l'Homme et de sauvegarde des libertés fondamentales.

**La Cour européenne des droits de l'homme** n'admet des restrictions à la liberté d'expression qu'à des conditions extrêmement précises, dûment motivées et proportionnées à l'objectif recherché – telle la discrimination ou le trouble à l'ordre public. Elle l'a rappelé dans sa décision Garaudy du 24 juin 2003 relative à la contestation des crimes contre l'humanité commis pendant seconde guerre

mondiale. La cour vérifie qu'il existe un **rapport raisonnable de proportionnalité entre les restrictions imposées à la liberté d'expression et l'objectif légitime poursuivi**. De plus, elle protège tout particulièrement le principe de la liberté d'expression dans le cadre des débats sur des faits historiques et politiques.

La spécificité de la loi Gayssot tient au fait qu'elle réprime des propos qui contestent des faits historiques revêtus de la chose jugée, c'est-à-dire les crimes contre l'humanité condamnés par le tribunal de Nuremberg.

Réprimer pénalement des propos niant des faits historiques non judiciairement établis reviendrait à créer un délit d'opinion, qui porterait atteinte à la liberté d'expression et à l'indépendance de l'historien.

Pour cette raison, **limiter l'incrimination du négationnisme aux situations pour lesquelles une juridiction internationale a préalablement statué paraît nécessaire** pour garantir un fondement juridique solide à la répression du négationnisme, particulièrement inacceptable au regard de la dignité de ceux qui ont été les victimes des crimes contestés.

C'est d'ailleurs ce qui avait déjà présidé au choix de la France, à l'occasion de l'adoption de **la décision-cadre 2008/913/JAI du Conseil de l'Union européenne du 28 novembre 2008 sur la lutte contre certaines formes et manifestations de racisme et de xénophobie au moyen du droit pénal**, de déclarer « *conformément à l'article 1er, paragraphe 4, qu'elle ne rendra punissables la négation ou la banalisation grossière des crimes visés au paragraphe 1, points c) et/ou d), **que si ces crimes ont été établis par une décision définitive rendue par une juridiction internationale*** ».

Nous transposerons prochainement cette décision-cadre en modifiant l'article 24 bis de la loi du 29 juillet 1881. La répression sera ainsi étendue à la répression du négationnisme à la contestation de « *l'existence d'un ou plusieurs crimes contre l'humanité ou crimes de guerre définis aux articles 6, 7 et 8 du Statut de la Cour pénale internationale, lorsque ces crimes ont été établis par une décision définitive rendue par une juridiction internationale* ».

Renoncer à ces garanties juridiques fondamentales dans le cadre de la proposition de loi qui vous est soumise aujourd'hui reviendrait à adopter un texte fragile. Vous conviendrez que ce ne serait pas un service à rendre à la communauté arménienne que d'adopter un texte qui encourrait la censure constitutionnelle et conventionnelle.

En revanche, le ministère de la justice et de la liberté adressera aux parquets dans les jours qui viennent **un projet de circulaire relative à la répression des infractions dont sont susceptibles d'être victimes les membres de la communauté arménienne résidant en France** pour s'assurer de leur particulière vigilance en la matière.

Enfin, j'instituerai avec le conseil de coordination des organisations Arméniennes de France **une collaboration technique régulière** pour examiner les infractions dont seraient à l'avenir victimes les membres de la communauté arménienne à raison de leur origine et les suites pénales qui pourront y être apportées.

\*\*\*

Ces éléments soumis à votre appréciation, mais conscient de l'enjeu que représente l'adoption de cette proposition de loi pour la communauté arménienne envers laquelle j'éprouve la plus profonde amitié, je m'en remets à la sagesse de votre Assemblée.